

GUIDE POUR UN ENGAGEMENT SIGNIFICATIF

**Perspectives de la société civile
sur les consultations menées par
les délégations de l'UE**

Juin 2026

À PROPOS DE CONCORD

CONCORD est la Confédération européenne des ONG œuvrant pour le développement durable et la coopération internationale. Elle regroupe 58 organisations membres représentant plus de 2 600 ONG et bénéficie du soutien de millions de citoyens à travers l'Europe.

Nous sommes le principal interlocuteur des institutions de l'UE en matière de politique de développement durable et de coopération internationale. Nous sommes une organisation pilotée par ses membres, ce qui signifie que ces derniers définissent l'orientation stratégique de la Confédération.

Pour en savoir plus : concordeurope.org

QUE POUVONS-NOUS FAIRE POUR PARVENIR À UN CHANGEMENT TRANSFORMATEUR ?



Participer



Questionner



Innover



Évoluer

QUI SOMMES-NOUS ?

26

**Plateformes
nationales**

25

Réseaux

07

**Membres
associés**

Éditeur: CONCORD – Rue de l'industrie 10 – 1000 Brussels, Belgium

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les organisations et toutes les personnes qui ont participé à ce projet, en particulier toutes les organisations de la société civile des pays partenaires de l'UE qui ont pris le temps de répondre à nos questions et/ou ont contribué à ce projet à quelque moment et sous quelque forme que ce soit.

CONSENTEMENT ET PRINCIPE DE NE PAS NUIRE

Les participants ont donné leur consentement explicite à être cités dans ce document. Nous avons privilégié une approche de ne pas nuire, et avons décidé de ne pas nommer les participants ni leurs organisations afin d'éviter toute répercussion à leur rencontre, bien que certains participants aient indiqué qu'ils seraient disposés à partager ouvertement leurs commentaires.

Vous êtes une organisation de la société civile ou une plateforme locale et vous souhaitez nous faire part de votre expérience en matière de consultations, ou nous donner votre avis sur ce document ? Contactez-nous !

Contact: meaningful.engagement.platform@concordeurope.org
Salomé Guibreteau - salome.guibreteau@concordeurope.org

Visitez notre plateforme sur l'engagement significatif → [ici](#).



**Cofinancé par
l'Union européenne**

Cette publication a été cofinancée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de CONCORD et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

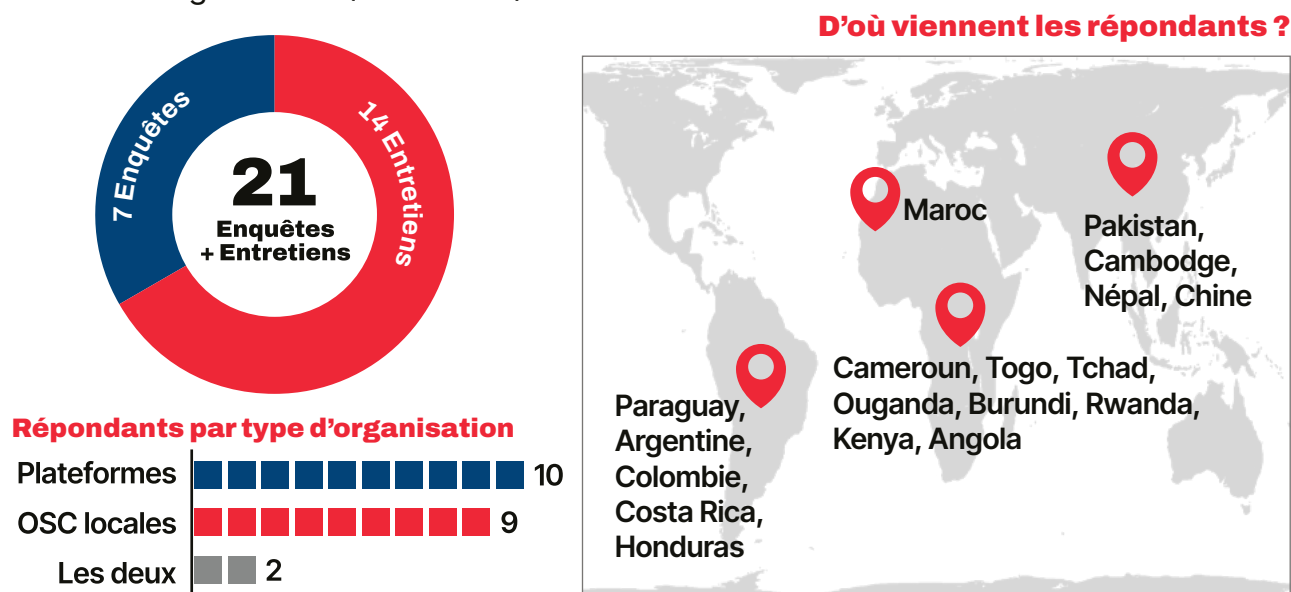
TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Méthodologie	6
1. La co-crédation	11
2. Le partage d'information	15
3. Diversité et inclusion	18
4. Le retour d'information	20
Petites étapes pour renforcer l'engagement significatif	23
Nos membres	26

INTRODUCTION

En 2022, CONCORD a publié un document rassemblant sept pratiques visant à favoriser la participation de la société civile au processus décisionnel de l'Union européenne (UE).¹ Ces sept pratiques définissent ce que nous entendons par une participation significative de la société civile. Elles ont été reconnues par, et guident nos interactions avec l'UE. Afin de mieux comprendre comment l'UE met en œuvre ces sept pratiques, en particulier dans le cadre des consultations avec la société civile dans ses pays partenaires, nous avons lancé en 2025 une plateforme d'engagement significatif avec deux objectifs: créer un espace de partage des connaissances avec et au sein de la société civile afin de soutenir son engagement auprès de l'UE, et mener une enquête pour recueillir les expériences de la société civile en matière de consultations avec les délégations de l'UE. L'enquête se concentre sur quatre éléments clés : **le partage d'informations, la co-création, l'inclusion et la diversité, et le retour d'information.**² Ce document présente les expériences partagées par la société civile au cours des sept derniers mois qui ont suivi le lancement de la plateforme (d'octobre 2025 à avril 2026).

En mettant en avant les bonnes pratiques et des suggestions concrètes et réalisables du point de vue des organisations de la société civile (OSC) locales, ce document vise à soutenir notre dialogue continu avec l'UE à Bruxelles et au niveau de ses délégations. Nous espérons ainsi renforcer l'engagement significatif de la société civile, dans la perspective du prochain processus de programmation dans les pays partenaires de l'UE, à la suite de l'adoption du nouveau budget de l'UE (2028-2034).



¹ CONCORD, 7 pratiques pour la participation de la société civile, 2022

² Pratiques 3, 4, 5 et 7 du document d'origine de 2022.

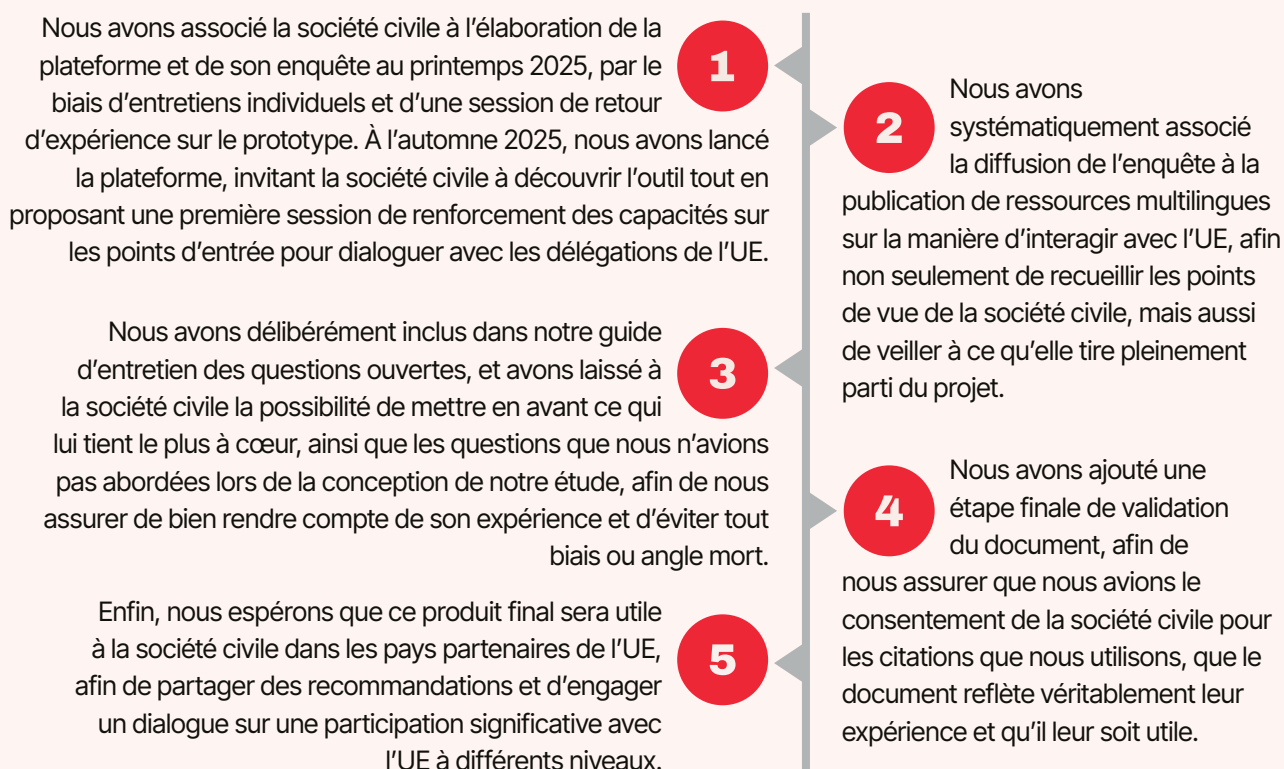
MÉTHODOLOGIE

À propos du projet

Le projet «Meaningful Engagement» (engagement significatif) de CONCORD vise à contribuer à la qualité du dialogue entre l'Union européenne (UE) et la société civile. Il s'appuie sur une plateforme en ligne du même nom, lancée en 2025.³ Il s'agit d'un espace destiné à partager des ressources au sein de la société civile sur la manière de s'engager auprès de l'UE. Elle comprend une enquête visant à recueillir l'expérience de la société civile en matière de consultations afin de partager avec l'UE des recommandations fondées sur ces expériences, les bonnes pratiques et les attentes de la société civile locale dans les pays partenaires de l'UE.

Collaboration avec les partenaires de la société civile

Le projet a été développé en collaboration avec des organisations de la société civile (OSC) dans les pays partenaires de l'UE :



Le projet, y compris les webinaires et toutes les ressources que nous avons produites, a été entièrement mené en trois langues, l'anglais, le français et l'espagnol, pour une meilleure accessibilité.

³ Visitez notre plateforme sur l'engagement significatif ici: <https://presidency.concordeurope.org/meaningfuleengagement/fr/>

MÉTHODOLOGIE

Ce produit final présente les résultats de notre projet d'engagement significatif mené au cours des sept derniers mois (octobre 2025-avril 2026).

Nous avons choisi de nous concentrer sur quatre des sept pratiques présentées dans le document de CONCORD intitulé *"Sept pratiques pour la participation de la société civile au processus décisionnel de l'UE"*.⁴

- La co-création
- Le partage d'informations
- La diversité et l'inclusion
- Le retour d'expérience

Nous avons utilisé deux méthodes pour recueillir les contributions :

- **Une enquête:** pour recueillir des contributions concernant des consultations spécifiques. Les réponses ont été examinées à la lumière de nos critères d'éligibilité (voir ci-dessous).
- **Des entretiens semi-structurés:** pour approfondir nos quatre domaines prioritaires, soit en assurant un suivi auprès des personnes ayant répondu à l'enquête, soit en contactant des organisations de la société civile locales au sein de nos réseaux. Celles-ci ont été sélectionnées en fonction de leur engagement auprès des délégations de l'UE, ainsi que pour garantir la diversité géographique de l'échantillon.

Nous avons recouru à une analyse thématique afin d'identifier les tendances qui se dégagent des différentes données recueillies, ce qui nous a également permis de mettre en évidence des thèmes allant au-delà des quatre domaines initialement identifiés. Nous avons utilisé le logiciel Atlas.ti pour nous aider à organiser et analyser les données, sans recourir à l'outil d'IA intégré.

Critères d'éligibilité :

- Appartenance à une OSC locale ou à une plateforme d'OSC basée dans un pays partenaire de l'UE ;
- Représentation de contextes géographiques divers.

⁴ Document de 2022 disponible ici.

Limites et défis

→ Bien que cela ne soit pas l'objet principal de notre recherche, nous reconnaissons que le dialogue entre les délégations de l'UE et la société civile se déroule également en dehors des consultations formelles et que ces échanges informels contribuent à un engagement significatif.

→ Malgré notre plan de diffusion et nos efforts de sensibilisation, il nous a été difficile de mobiliser un grand nombre d'OSC et de les atteindre au bon moment pour recueillir leurs commentaires sur des consultations spécifiques de l'UE. Les expériences présentées dans ce document illustrent les recommandations initiales de CONCORD datant de 2022 et fournissent un ensemble d'idées destinées à inspirer et à favoriser les discussions ; elles doivent être replacées dans leur contexte.

→ Les participants proviennent de contextes différents, chacun présentant ses propres défis en matière d'engagement des OSC. Comme le souligne le rapport de l'UE sur l'engagement des délégations auprès de la société civile (2023), « il n'existe pas d'approche unique adaptée à toutes les situations ».

→ Bien que nous ayons recueilli au total 13 réponses d'OSC issues de pays partenaires de l'UE dans le cadre de notre enquête, nous avons dû en écarter quelques-unes en raison des critères d'éligibilité décrits ci-dessus ou parce que les informations fournies étaient incomplètes. Les répondants à l'enquête avec lesquels nous avons également mené un entretien ne sont comptés qu'une seule fois (pas de double comptage).

→ Bien que nous ayons vraiment souhaité inclure les points de vue d'organisations représentant divers groupes, tels que les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de personnes en situation de handicap et les organisations de jeunesse, nous n'avons pas eu la capacité d'organiser ces entretiens. Par conséquent, notre document ne représente par leurs expériences et les barrières spécifiques auxquelles elles font face, ni leurs recommandations. Il s'agit toutefois d'un volet important du travail de CONCORD, porté par notre projet Égalité et intégré dans tous les domaines thématiques.

Qu'entendons-nous par « consultations » ?

Une consultation est un processus officiel par lequel les institutions de l'UE sollicitent les avis, les commentaires ou les contributions de différents groupes (parties prenantes) sur des projets de lois, de politiques ou d'initiatives. Elles contribuent à garantir la transparence et la légitimité du processus décisionnel de l'UE en intégrant des points de vue diverses, y compris ceux des OSC.

Le contexte

Néanmoins, ce document est publié à un moment où le partenariat entre l'UE, ses pays partenaires, et la société civile est en pleine évolution. Il est donc important de prendre en compte les éléments de contexte suivants :

→ La stratégie « Global Gateway » de l'UE redéfinit les partenariats de l'UE et le rôle de la société civile¹⁰ au sein de ces partenariats. Les rapports annuels sur l'engagement des délégations de l'UE auprès de la société civile fournissent des recommandations utiles pour élargir le dialogue dans le cadre de Global Gateway, tout en reconnaissant que ce dialogue n'en est encore qu'à ses débuts. CONCORD a proposé des recommandations supplémentaires dans un document récent intitulé « Libérer le potentiel de la Global Gateway de l'UE ».¹¹ Les feuilles de route pour la société civile de nouvelle génération mettront davantage l'accent sur la participation de la société civile aux dialogues sur l'initiative « Global Gateway », en particulier dans les cinq principaux secteurs suivants : le numérique, le climat et l'énergie, les transports, la santé, l'éducation et la recherche.

→ Parallèlement, l'UE a annoncé une réorganisation de ses délégations, qui devrait être mise en œuvre d'ici septembre 2026. Cela conduira à la création de six pôles régionaux et à la réduction, voire à la suppression, des sections chargées de la coopération dans plus d'une vingtaine de délégations. Cette évolution soulève des questions quant à l'engagement futur de la société civile.

Une base solide pour la participation de la société civile

Depuis 2021, la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) mène des actions visant à renforcer l'engagement de la société civile :

→ **Une enquête annuelle adressée aux délégations de l'UE** afin de dresser un état des lieux de leur engagement auprès de la société civile et d'identifier les points à surveiller. Les résultats sont publiés dans des rapports accessibles au public.⁶

→ **Des orientations et des bonnes pratiques** destinées à aider les délégations de l'UE à élaborer la quatrième génération de feuilles de route pour la société civile.⁷

Ce travail s'inscrit dans le prolongement de la communication de la Commission européenne de 2012 intitulée « Les racines de la démocratie et du développement durable: l'engagement de l'Europe avec la société civile dans les relations extérieures », ⁸ qui jette les bases des feuilles de route pour la société civile et est mise en avant comme un cadre essentiel dans la récente stratégie de l'UE pour la société civile.⁹ Les points focaux de la société civile au sein des délégations de l'UE jouent un rôle clé dans la mise en œuvre concrète de ce cadre, et l'UE encourage également une approche impliquant l'ensemble de la délégation pour soutenir l'engagement avec la société civile.

5 Rapport sur l'engagement des délégations de l'UE avec la société civile 2023

6 DG INTPA, Rapport sur l'engagement des délégations de l'UE avec la société civile 2023 et 2024 [en anglais]

7 Les feuilles de route sont disponibles [ici](#). Certaines peuvent ne pas être publiées dû à un contexte plus difficile.

8 Commission Européenne, Communication "Les racines de la démocratie et du développement durable: l'engagement de l'Europe avec la société civile dans le domaine des relations extérieures", 2012

9 Commission Européenne, Communication "Une stratégie de l'Union pour la société civile", 2025

10 DG INTPA, 2023 et 2024 [en anglais]

11 CONCORD, "Libérer le potentiel de la stratégie Global Gateway de l'UE", mars 2026.

→ Enfin, l'UE est en train de négocier son prochain budget septennal (2028-2034). CONCORD recommande à l'UE de préserver son engagement envers les principes de l'Aide Publique au Développement (APD), les partenariats inclusifs et l'appropriation locale en incluant des garanties claires pour promouvoir et soutenir le rôle des OSC dans le nouvel instrument «Europe mondiale»,¹² et a fourni des analyses et des recommandations supplémentaires pour garantir un accès direct et équitable au financement de l'UE pour les OSC locales dans son rapport « Qui détient encore la part du lion? ».¹³

Dans ce contexte, bien que l'on ne sache pas encore clairement comment le processus de programmation du prochain budget de l'UE sera organisé, tous ces différents travaux de CONCORD visent à contribuer à un engagement significatif et inclusif des OSC.

Un engagement significatif au-delà des aspects pratiques

Lors de nos entretiens, nous avons demandé aux participants ce que signifiait pour eux un engagement significatif et ce qui était le plus important à leurs yeux. Au-delà des aspects pratiques présentés dans ce document, quelques participants ont souligné qu'un engagement significatif fait partie intégrante d'un environnement propice à la société civile, dans lequel :

- l'écosystème local de la société civile est soutenu, notamment par un financement de base flexible ;
- l'UE soutient les priorités des populations de ses pays partenaires et défend la démocratie et les droits humains;
- l'UE démontre qu'elle accorde de l'importance à la société civile locale, à ses connaissances et à son expertise.

«Nous recherchons leur soutien, non pas un soutien financier, mais un soutien au sens où ils peuvent être un appui pour la société civile au cas où ses droits seraient menacés». (Argentine)

«Mon message, très simple, est que nous croyons vraiment aux valeurs fondées sur la démocratie, les droits humains et les libertés fondamentales. [...] Je souhaite également qu'il y ait une sorte de communication ouverte, une communication transparente sur ce genre de sujets ». (Pakistan)

¹² CONCORD, "Analyse de la proposition de la Commission Européenne pour le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE et l'instrument "Europe Mondiale", décembre 2025 [en anglais].

¹³ CONCORD, "Qui détient encore la part du lion?", mars 2026 [en anglais].

1. LA CO-CRÉATION

“Je crois que ce sera un espace de partage réciproque où on aura besoin d’apprendre de l’Union européenne, mais que aussi l’Union européenne puisse apprendre de nous. Ça va aider à bien cadrer réellement quelle est la réalité du pays. Mais aussi, c’est un espace où on peut construire quelque chose ensemble et quelque chose de long terme. Je crois que ce serait un cadre qui permettrait de partager les

informations, de nous évaluer mutuellement et alors développer les stratégies de renforcement et de coopération à court et à long terme.”
(Burundi)

Selon les participants à notre recherche, la délégation de l’UE dans leur pays organise au moins une ou deux consultations générales par an. Dans certains cas, les participants n’ont été associés au dialogue avec la délégation de l’UE que dans le cadre d’appels à propositions spécifiques (« appels ») ou parce qu’ils mettaient en œuvre un projet financé par l’UE.

Un soutien à haut niveau

Trois participants ont indiqué que les consultations auxquelles ils avaient participé avaient réuni le chef de la délégation de l’UE, les ambassadeurs des États membres (par exemple la France, l’Allemagne et le Luxembourg), les agences de développement des États membres et, parfois, le responsable de la coopération de la délégation de l’UE. Cet engagement auprès des décideurs et l’approche conjointe de Team Europe sont appréciés. Les participants au Tchad, au Burundi, au Paraguay et au Cambodge ont souligné l’importance des dialogues multipartites : *« Pour discuter de l’eau ou de l’énergie, il faut réunir toutes les parties prenantes, car cela ne concerne pas uniquement les OSC, le gouvernement ou le secteur privé. Il faut donc que toutes les parties prenantes discutent et agissent en fonction de leur rôle et de leur mandat afin de contribuer efficacement à la vie des communautés ».* (Cambodge)

→ Les participants apprécient la possibilité d’avoir des dialogues stratégiques, thématiques et liés à la programmation, ou de contribuer à la conception d’appels spécifiques. Ils ont également mentionné la nécessité d’organiser des sessions d’information sur les stratégies de l’UE (y compris Global Gateway) et les secteurs prioritaires de l’UE pour leur pays.

Ordre du jour et format

La plupart du temps, l’ordre du jour est fixé à l’avance par l’UE, sauf au Cambodge où notre participant a indiqué que « ce n’est pas seulement l’UE qui fixe l’ordre du jour, mais les OSC peuvent également soulever les questions qui nous tiennent à cœur ». L’objectif de la consultation et la manière dont les contributions seront utilisées ne sont pas toujours clairs pour les OSC : certaines ont signalé qu’aucune explication claire n’avait été fournie, ni avant ni pendant la session. Pour les participants qui ont fait état d’une communication claire sur les objectifs du dialogue, les processus sur lesquels

il allait influencer et les résultats attendus, cela a favorisé leur engagement et leur a permis de suivre le processus par la suite.

Dans la plupart des cas, le format consiste en une présentation de la délégation de l'UE, suivie d'une séance de questions-réponses et d'un temps consacré à l'échange de recommandations.

→ Les OSC apprécient un espace ouvert pour s'exprimer, poser des questions et formuler des commentaires: *«on est allé tout de suite dans le vif du sujet où on a discuté de long en large des questions parce qu'ils voulaient surtout nous écouter sur ce qui se passait actuellement».* (Togo)

Cependant, la méthodologie n'est pas toujours la plus propice : *«L'espace de dialogue n'était pas conçu pour favoriser la conversation et les échanges. La méthodologie n'était pas adaptée, car les tables rondes n'ont pas permis*

d'instaurer un dialogue constructif» (Costa Rica). Les participants ont proposé plusieurs pistes d'amélioration :

→ *« Nous aimerions voir comment cet engagement, cette consultation, pourrait être plus structuré et régulier. Cela pourrait être thématique : une réunion pourrait porter sur l'éducation, une autre sur l'agriculture, une autre encore sur les infrastructures, [...] Nous menons également des consultations régulières avec nos membres et les citoyens qu'ils servent afin de voir comment ces priorités de l'UE peuvent également répondre aux priorités de nos communautés »* (Kenya)

→ *"je recommande pour des sujets spécifiques qu'il y ait un travail sur une certaine période avec ces organisations-là qui traitent particulièrement du sujet ou de la thématique sur laquelle l'Union européenne voudrait avoir un avis précis, une perspective et autres".* (Cameroun)

Co-création de termes de référence pour un projet Global Gateway

Au Paraguay, la délégation de l'UE a organisé une consultation afin de définir les contours d'un projet lié à la stratégie Global Gateway dans la ville de Lambaré. Après avoir présenté Global Gateway et le projet pour lequel la délégation de l'UE souhaitait lancer un appel à propositions, les participants ont pu débattre des aspects à prendre en compte lors de la rédaction du cahier des charges. Les participants ont échangé leurs idées, donnant ainsi forme aux activités qui ont ensuite été incluses dans l'appel à propositions : *« nous avons vérifié le cahier des charges et constaté que tout ce que nous avons dit s'y trouvait effectivement. [...] »* Dans l'ensemble, le format de la session et la grande diversité des participants se sont révélés *« intéressants parce qu'on découvre le point de vue des autres – des choses auxquelles on n'aurait pas pensé soi-même [...] c'était véritablement quelque chose de nouveau. Et il y a eu un immense partage de connaissances, car c'était un mélange de professions : il y avait des avocats, des ingénieurs civils, des forestiers, des agronomes, des architectes – un peu de tout – et cela a abouti à une création spectaculaire. »*

→ «Peut-être faudrait-il proposer plusieurs formats de participation pour la consultation. Par exemple, il serait pratique de permettre aux ONG de soumettre des contributions écrites. Deuxièmement, elles pourraient également

préenregistrer des déclarations vidéo ou audio. C'est une autre option. Elles pourraient aussi organiser des petits groupes pour mener des discussions en sous-groupes. » (Chine)

Élaboration conjointe de la feuille de route de la société civile au Cambodge

La délégation de l'UE a sollicité un des participants à notre recherche, une plateforme d'OSC au Cambodge, afin qu'elle l'aide à identifier et à inviter toutes les parties prenantes devant être consultées par les consultants engagés pour rédiger une étude sur la feuille de route des OSC. Cela comprenait des acteurs de la société civile ainsi que du secteur privé, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de l'eau. La plateforme a identifié les OSC actives aux niveaux provincial, local et national, et a transmis la liste à l'UE, qui a ajouté d'autres parties prenantes et procédé à une sélection. La plateforme a ensuite été chargée de coordonner la société civile au niveau local et de contacter les autorités locales afin d'organiser des entretiens avec les consultants engagés par l'UE.

Ce processus a bénéficié de ressources financières et humaines: les consultants engagés à cette fin disposaient d'un budget couvrant les frais d'hébergement, de déplacement et les indemnités journalières, afin de garantir une participation effective de la société civile. Il s'agissait d'une équipe de deux personnes, dont une personne cambodgienne parlant le khmer et chargée de recueillir les contributions au niveau local.

Le processus a été organisé selon un calendrier précis communiqué aux participants. Il a débuté en octobre 2025, et les entretiens ont été organisés en février 2026, ce qui a laissé le temps à tous les acteurs de se mobiliser. À différentes étapes du processus, le point de contact de l'UE au Cambodge a également présenté la stratégie « Global Gateway ». En mars 2026, l'UE a organisé une réunion de retour d'information afin de valider les informations, les conclusions et les recommandations pour la feuille de route des OSC. Onze OSC ont participé à cette réunion : « Il est important pour les OSC de connaître les priorités, de savoir comment elles peuvent s'impliquer dans la feuille de route et apporter des bénéfices à la communauté et à leur société ». Les participants ont suggéré que ce retour d'information soit également partagé au niveau local.

Enfin, les résultats sont attendus en mai 2026 et l'appel à projets associé à cet exercice sera publié en octobre 2026. « Je trouve que le processus est suffisamment transparent, toutes les informations sont déjà rendues publiques. » « J'apprécie ce processus qui le rend plus inclusif et plus significatif pour nous. »

Construire ensemble les actions de l'UE

L'expérience globale de la co-création et la perception des participants par rapport à leur capacité à influencer les priorités de l'UE varient. Certains ont fait part de quelques limites : « nous avons participé à des concertations dans les bureaux de l'UE. Maintenant, la forme de concertation nous a laissé sur notre faim parce qu'ils viennent avec une orientation. Et des paradigmes aussi d'orientation. Et nous sommes censés réfléchir dans cette boîte sans sortir de la boîte » (Maroc), tandis que d'autres ont partagé des bonnes pratiques et des expériences positives.

Dans le cadre des consultations liées à la programmation, à la préparation des appels à projets ou au dialogue concernant les projets en cours, les participants ont particulièrement souligné l'importance de pouvoir mener un dialogue bidirectionnel fondé sur l'apprentissage mutuel, dans lequel la société civile peut faire part des défis auxquels elle est confrontée : « cet espace n'est pas seulement d'apprendre de l'Union européenne, mais aussi l'Union européenne apprend de nous et ensemble on construit un système qui est multisectoriels et multi-acteurs » (Burundi). Comme le souligne le rapport de 2026 de CONCORD intitulé « Who still holds the Lion's Share » (Qui détient encore la part du lion?), les OSC locales continuent de se heurter à des obstacles pour accéder aux financements de l'UE et développer des partenariats avec celle-ci en raison de la complexité des règles et des procédures, des subventions portant sur des sommes importantes à gérer et du manque de financement de base flexible pour soutenir leurs activités : « À l'heure actuelle, aucun autre

donateur international ne dispose d'un formulaire de candidature aussi complexe, aussi difficile à remplir et aussi qui prenne autant de temps que celui de l'Union européenne. » (Argentine).

→ Pour y faire face, les participants ont recommandé, d'une part, de simplifier l'accès au financement afin de favoriser un développement davantage géré au niveau local. D'autre part, ils ont également suggéré de renforcer les capacités des OSCs locales, par exemple pour les aider à mieux comprendre les exigences des appels à propositions et la manière d'y répondre, y compris l'utilisation du système en ligne (PADOR). En outre, quelques organisations ont souligné l'importance de favoriser des échanges entre OSC, et de soutenir les réseaux et plateformes d'OSC qui offrent à leurs membres un espace de partage des connaissances et de renforcement des capacités.

Enfin, certains participants ont suggéré que l'UE pourrait mieux mettre en avant l'expertise dont disposent l'Union et ses États membres dans les pays partenaires. L'organisation de séances d'information ou la présentation d'un aperçu du rôle des différents acteurs de « Team Europe » dans un pays donné pourraient soutenir les interventions et l'engagement des OSC, en particulier dans le cadre des projets « Global Gateway ».

2. LE PARTAGE D'INFORMATION

En ce qui concerne la manière dont ils ont pris connaissance des consultations, les participants ont généralement indiqué avoir été contactés directement par l'UE par courrier électronique, même si, dans certains cas, ils en ont eu connaissance par l'intermédiaire d'autres organisations et réseaux. Pour la prise de contact directe, l'UE s'adresse généralement aux organisations qui ont mis en œuvre ou qui mettent actuellement en œuvre un projet financé par l'UE.

→ Le contact direct est idéal, généralement par e-mail, comme l'ont indiqué de nombreux participants. La question de l'utilisation de canaux adaptés au contexte a également été soulevée, un participant ayant fait remarquer que les communautés indigènes du Paraguay préfèrent plutôt utiliser WhatsApp.

Selon les participants, le contenu des invitations par e-mail se limite généralement aux informations pratiques concernant la consultation (en présentiel/en ligne, date, heure) et au sujet qui sera abordé.

→ L'invitation devrait aller au-delà des informations pratiques et contenir également le programme, des informations générales, des documents préparatoires, ainsi que des objectifs clairs et les résultats attendus de la session.

Quelques participants ont indiqué que des séances d'information avaient été organisées avant les consultations ou lors du lancement

des appels à propositions, afin de présenter des stratégies ou des initiatives importantes (par exemple Global Gateway). Pour d'autres, la plupart des informations ont été fournies au cours des consultations mêmes. Cette approche peut entraver la coordination entre OSC et la préparation de leurs contributions. Les participants ont également signalé que des doutes, des questions et des commentaires avaient surgi après la fin de la consultation et qu'ils avaient dû y répondre en effectuant leurs propres recherches.

→ Il est recommandé de partager des informations plus complètes avant les consultations afin de laisser suffisamment de temps aux participants pour comprendre, effectuer des recherches, se concerter en interne et préparer leurs contributions et leurs questions.

L'une des principales conclusions qui s'est dégagée est que, si les consultations sur des sujets concrets étaient relativement courantes, très peu de participants ont fait état d'un partage systématique d'informations sur la situation globale et la stratégie de l'UE dans leur pays.

→ « Il ne s'agit pas seulement de projets, même en l'absence d'appels à propositions, mais de savoir ce que font les investissements de l'UE dans le pays et de voir comment nous pouvons relier les priorités de cette communauté à ces investissements. Disposer de ce type d'informations peut être [utile]. [...] Une liste

de projets indiquant que l'UE finance tel ou tel projet, A, B, C, D, où et avec quels budgets. Si les OSC disposent de ce type d'informations, cela sera très utile car cela nous permettra également d'assurer un suivi pour voir quel type d'impact ces projets ont sur la vie des citoyens. » (Rwanda)

La cohérence malgré les changements de personnel a également été soulevée par certains participants, ce qui peut s'avérer particulièrement pertinent à l'approche de la restructuration des délégations. Trois d'entre eux ont indiqué que leur collaboration avec les délégations de l'UE et leur accès à l'information dépendent du personnel, et dans un cas, des informations ont été perdues lorsque le point de contact des OSC a changé.

→ Il est important de mettre en place des processus structurés qui ne dépendent pas du personnel, et assurer des relais d'information

incluant les relations avec la société civile afin de garantir une relation durable avec les OSC.

Au-delà de la participation directe, la majorité des OSC ont indiqué qu'elles accèdent aux informations via internet (pages web générales de l'UE, pages de la délégation de l'UE ou des agences des États membres, telles qu'Enabel). Les participants ont souligné que les informations peuvent être difficiles à trouver et que les modifications apportées aux sites web rendaient leur suivi encore plus ardu.

→ Il est recommandé de veiller à ce que le site web officiel de la délégation de l'UE soit tenu à jour, et d'assurer qu'il soit régulièrement mis à jour avec des informations complètes. Les participants ont également proposé la création d'un système d'alerte ou de listes de diffusion par domaine d'intervention afin d'éviter de passer à côté des mises à jour ou des échéances.

Partage d'informations sur la stratégie Global Gateway

Nous avons interrogé les participants sur leur compréhension et leur accès aux informations relatives à la stratégie Global Gateway. L'expérience générale montre qu'il s'agit d'un sujet très complexe qui reste difficile à appréhender. Les expériences des participants sont très variées.

- 3 participants (en Afrique) n'avaient pas connaissance de Global Gateway
- 4 participants en avaient entendu parler, mais leurs informations ne provenaient pas de l'UE mais d'autres sources (par exemple, leurs propres recherches, des réseaux,

d'autres acteurs) – en Afrique et Asie

- 2 participants en avaient pris connaissance lors d'une consultation, où la stratégie avait été expliquée avant l'ouverture de la discussion – en Amérique latine
- 4 participants se souviennent avoir participé à des sessions dédiées au cours desquelles la stratégie a été présentée – trois en Afrique, un en Asie
- Les autres participants n'ont pas répondu à la question.

Pour les participants qui ont pris part à une session dédiée à la stratégie Global Gateway,

les expériences diffèrent. Dans un cas précis, il s'agissait d'une discussion organisée dans le cadre de la Semaine nationale de la société civile. Cependant, la complexité du sujet et le manque d'informations de base semblent avoir créé un fossé entre l'intervenant et le public : « *L'année dernière, lors de la Semaine nationale de la société civile, il y a eu une discussion sur la Global Gateway. [...] Et c'est cet expert international qui l'a présentée. Or, si moi-même j'étais perdue, qu'en est-il des autres acteurs locaux ? [...] Si moi, qui suis un peu au courant, je me suis perdue, qu'en est-il des OSC qui n'ont pas eu cette exposition préalable?* » (Ouganda)

Dans le cas du Cambodge, la stratégie Global Gateway a été présentée par le point focal des OSC à différentes étapes du processus de renouvellement de la feuille de route de la société civile. L'UE a également participé à des événements organisés par la société civile pour expliquer le sujet. Cela a permis de s'adresser à des organisations que l'UE n'aurait peut-être pas pu atteindre directement, et a aidé les OSC à mieux comprendre la situation: « *Lors de la présentation à laquelle j'ai assisté en février et mars, au début de la présentation, le point focal de l'UE au Cambodge a également donné un aperçu de la Global Gateway. C'était avant la feuille de route de l'UE pour les OSC au Cambodge, afin de s'aligner sur celle-ci. [...]. Nous avons également invité l'UE à participer à notre événement afin de présenter la Global Gateway et les priorités de l'UE. [...] Il est important que les OSC comprennent les priorités de l'UE.* » (Cambodge)

Les participants du Togo et du Tchad ont assisté à la même session régionale, une

réunion multipartite de deux jours à Yaoundé qui a permis de poser des questions et d'avoir des discussions ouvertes : « *Ça a été positif qu'on ait quand même à entendre parler de Global Gateway, qui est un grand instrument de financement [...] ils nous ont donné des informations, ils nous ont donné un certain nombre de choses. Donc pour moi, ça fait une connaissance. Aujourd'hui, je parle de Global Gateway parce que j'en ai entendu parler, c'est tout simplement ça. Mais ceux qui n'ont pas entendu parler, ils ne comprennent pas.* » (Tchad)

Pour favoriser le partage d'informations sur Global Gateway, les participants ont recommandé la mise en place de sessions dédiées afin d'expliquer la stratégie et ses implications pour le pays et les OSC : « *J'espère que la délégation européenne pourra organiser des sessions de sensibilisation avec la société civile, le secteur privé et les industries locales, car tous ces acteurs sont étroitement liés au programme lié à Global Gateway.* » (Pakistan).

Il semblait également que, même lorsque des sessions étaient organisées, la complexité de la stratégie rendait celle-ci difficile à appréhender. La création et la diffusion, en amont des dialogues avec les OSCs, d'un document d'information ou d'un résumé de la stratégie et de ses implications, adapté à chaque pays, pourraient aider les organisations à se préparer davantage et à tirer pleinement parti de l'espace de discussion. La diffusion de supports existants, tels que la boîte à outils Global Gateway sur la plateforme en ligne INTPA Academy, ou la création d'une plateforme d'information sur Global Gateway spécialement destinée aux OSC, pourraient également contribuer au renforcement des capacités.¹⁴

¹⁴ Pour approfondir le sujet, consultez le document de CONCORD intitulé « Libérer le potentiel de la stratégie Global Gateway de l'UE : une collaboration significative avec la société civile », mars 2026.

3. DIVERSITÉ ET INCLUSION

La langue utilisée lors des consultations, ainsi que la langue des documents diffusés (avant et après), reste un élément clé pour l'implication de la société civile locale. Cela pose moins de problèmes dans les pays hispanophones et francophones, car le personnel de la délégation de l'UE peut en règle générale s'exprimer dans ces langues. La question de l'utilisation du jargon de l'UE n'a été mentionnée qu'une seule fois.

→ En Chine, la délégation de l'UE fait appel à des interprètes, mais ce n'est pas toujours le cas partout. Au Cambodge, la délégation de l'UE a travaillé avec une équipe de consultants pour élaborer la feuille de route de la société civile, comprenant une personne cambodgienne parlant à la fois l'anglais et le khmer, chargée de recueillir les contributions des OSC locales. Au Népal, la plateforme des OSC soutient parfois l'engagement de la délégation de l'UE auprès des OSC locales et assure elle-même l'interprétation. Il est recommandé d'offrir la possibilité de s'exprimer dans la langue locale : « *Quelques membres de la délégation comprennent l'ourdou, mais la plupart du temps, nous communiquons en anglais. C'est donc un point important. Il n'est pas précisé que les gens peuvent s'exprimer dans la langue nationale ou locale.* » (Pakistan)

Au-delà de la question de la langue et de l'interprétation, les participants ne semblaient pas être informés généralement de l'existence de mesures d'accessibilité spécifiques proposées par les délégations de l'UE pour favoriser la

participation d'un large éventail de personnes aux consultations, telles que la prise en charge des frais de déplacement vers la capitale pour les consultations en présentiel. Un participant a souligné que ce type de mesures était plus visible dans le cadre de la participation des OSC locales à des événements régionaux ou mondiaux (par exemple pour assister à une réunion à Bruxelles ou aux Nations unies) que lorsque les délégations de l'UE organisent elles-mêmes une consultation.

→ Il est toutefois important de noter que, bien que nous ayons sincèrement souhaité inclure les points de vue d'organisations représentant divers groupes, tels que les organisations de défense des droits des femmes et de la jeunesse, ainsi que les organisations de communautés indigènes et de personnes en situation de handicap, nous n'avons pas eu la capacité d'organiser des entretiens. Par conséquent ce document ne reflète pas les expériences de ces groupes, qui mériteraient une plus grande attention, car ils sont confrontés à des obstacles supplémentaires et spécifiques.

Certains participants ont souligné que l'organisation de consultations avec des groupes spécifiques, tels que les plateformes, les OSC locales et nationales, les OSC locales, régionales ou de base, ou à différents niveaux (national, régional, provincial) au-delà de la capitale et des zones de projet, constitue une approche positive. Les participants apprécient également diverses options de participation (réunions en

ligne, réunions en présentiel, enquêtes en ligne, possibilité de partager des contributions écrites a posteriori). Seuls quelques participants ont mentionné que les consultations ont tendance à toujours impliquer les mêmes acteurs, en particulier ceux qui participent actuellement à des projets de l'UE ou qui se sont vu attribuer des projets par le passé, ainsi que les grandes ONG internationales plutôt que de plus petites organisations.

➔ Deux participants ont mentionné qu'il pourrait être intéressant de disposer d'une base de données ou d'une cartographie des OSC afin que l'UE puisse mieux comprendre le paysage de la société civile dans ses pays partenaires.

La question de la sécurité n'a été abordée qu'à deux reprises, chaque fois sous un angle différent. Un participant a souligné l'importance de la confidentialité, un autre celle de la création d'un espace sûr. Un espace sûr est « *un lieu où l'on a le sentiment que ce que l'on dit est perçu de manière positive, où l'on est capable de comprendre le contexte [...] et où règne une culture de communication ouverte et de transparence* » (Ouganda), ce qui implique notamment de veiller à ce que l'objectif de la consultation et l'utilisation qui sera faite des informations soient clairs pour les participants.

4. LE RETOUR D'INFORMATION

Certains participants ont exprimé des doutes quant à l'influence de leurs contributions sur les résultats. Cela semblait réduire la participation aux consultations, en particulier celle des organisations locales aux capacités et ressources limitées. En effet, seize participants ont déclaré ne pas recevoir de retour d'information régulier et cohérent, et un seul s'est déclaré satisfait du cycle de communication.

En général, les organisations qui ont suivi un processus de consultation prennent connaissance des résultats et de leur impact par elles-mêmes, ou bien ces informations sont diffusées au sein de réseaux. Cette situation pourrait être améliorée par une communication directe de ces résultats. Ce type de retour d'information direct n'a été expérimenté que par les participants du Cambodge, qui l'ont perçu de manière très positive. Les participants ont suggéré les mesures suivantes pour améliorer les pratiques de retour d'information :

→ Après les consultations, assurer une communication de suivi comprenant une synthèse de toutes les idées partagées et des points clés à retenir. Veiller à ce que les résultats soient accessibles à tous les participants, y compris l'interprétation/la traduction dans toutes les langues pertinentes (voir le point sur l'accessibilité ci-dessus). Une explication pourrait également être fournie sur ce qui sera pris en compte et ce qui ne le sera pas, et pourquoi : « *Je souhaite recevoir un document final (peut-être un document d'une page) où je*

puisse voir quelles recommandations n'ont pas été acceptées et pourquoi elles n'ont pas été acceptées [...] Je pense que cela encouragera non seulement moi, mais aussi d'autres ONG à participer à ces consultations. » (Chine)

→ Afin d'accroître la transparence, il convient de définir les prochaines étapes avec des délais précis, en établissant un lien clair entre la consultation et les résultats. Par exemple, les participants cambodgiens ont cité comme bonne pratique le fait que la délégation ait clairement indiqué quand les résultats de la consultation seraient communiqués et quand l'appel à propositions correspondant serait publié. Le cas échéant, cela pourrait prendre la forme d'un plan d'action, mais aussi de mesures de suivi directes. Par exemple, en Ouganda, un participant explique : « *Nous avons eu une réunion parallèle avec [l'UE], puis ils ont donné suite et envoyé un questionnaire dès notre retour dans nos pays respectifs. [...] Dès que nous avons quitté l'Union africaine et que nous étions de retour en Ouganda, nous avons reçu un questionnaire de l'UE.* »

→ Différents formats sont possibles pour effectuer les retours d'information. Les participants soulignent que les retours d'information devraient idéalement être fournis au même niveau que celui où les contributions ont été recueillies (par exemple, si la consultation s'est tenue au niveau local, les retours d'information devraient être partagés avec les OSC qui ont apporté leur contribution à ce niveau).

→ Enfin, les participants ont exprimé leur souhait de rester informés et de poursuivre le dialogue après la consultation. Cela inclut notamment d'être informés dès la publication des résultats finaux, afin de constater l'impact de leur participation et les résultats des actions de suivi. Par exemple, si les résultats ont été communiqués aux décideurs (par exemple,

le gouvernement ou d'autres autorités), il est important de recevoir les réactions à leurs contributions: *«Je pense qu'il est important de savoir si le gouvernement réagit positivement ou non. Mais [ce qui importe le plus], c'est l'effort que l'UE déploie pour nous faire part des retours et des résultats. » (Cambodge).*

Les OSC et les plateformes locales sont des moteurs actifs du changement

Si notre étude s'est concentrée sur la manière dont l'UE peut améliorer ses consultations, il va sans dire que la société civile locale et les plateformes d'OSC ont une approche proactive vis-à-vis des délégations de l'UE. Plusieurs exemples ont été cités par les participants lors d'au moins cinq entretiens. Par exemple, certains ont initié un dialogue avec la délégation de l'UE sur une priorité spécifique, ont invité la délégation de l'UE à présenter ses priorités et la stratégie « Global Gateway » aux membres d'une plateforme, ou encore ont soumis une idée de projet à l'UE : *“on peut avoir une idée des interventions qui puissent se faire et qui puissent être bénéfique auprès des bénéficiaires parce que nous sommes de proximité. On voit réellement les problèmes qui ont besoin de solutions, que ça soit rapide, que ça soit à long terme. Là aussi on a cette idée, il arrive qu'on aille provoquer une discussion, mais aussi demander s'il n'y a pas une fenêtre de collaboration dans ce sens”. (Burundi)*

Les plateformes et réseaux de la société civile peuvent jouer un rôle clé pour mettre en relation la délégation de l'UE avec divers acteurs locaux de la société civile, contribuer à renforcer les

capacités de nombreuses OSC, et ce dans les quatre domaines abordés dans ce document :

→ Pour identifier les participants appropriés pour une consultation : *« La plupart du temps, lorsque le bureau régional ou le bureau national organise une réunion, comme [nous sommes] une organisation associative [...], ils nous consultent pour savoir qui devrait participer à la réunion afin de représenter tous les secteurs. Nous proposons environ 8 à 10 ou 15 participants afin qu'ils puissent partager leurs idées ». (Cambodge)*

→ Afin d'atteindre les OSC locales et de rendre la consultation accessible : *« Parfois, nous organisons des consultations provinciales [...] Et parfois [...] ils veulent y aller et nous pouvons organiser des réunions avec certaines régions du pays, mais [...] En général, ils parlent anglais, mais nous assurons parfois l'interprétation et parfois ils n'ont même pas d'interprètes. Et donc nous nous débrouillons. » (Népal)*

→ Pour diffuser des informations relatives à la consultation ou aux actions et appels à projets de l'UE : *« Nous partageons*

généralement ces informations avec nos membres via une base de données ; c'est ainsi que nous communiquons au quotidien. Nous les partageons non seulement avec nos organisations membres, mais aussi avec d'autres ONG, car nous disposons de différents réseaux au sein desquels nous nous réunissons pour élaborer des stratégies de plaidoyer et d'engagement à différents niveaux. Nous disposons d'un réseau au niveau national, mais nous descendons même jusqu'au niveau des districts. » (Rwanda)

→ Pour favoriser l'échange de connaissances et renforcer les capacités de la société civile: *"l'expertise de nos membres permet à ce que nos membres soient des mentors pour des réseaux, pour des associations, tout en les aidant à développer leurs capacités, leurs compétences locales, régionales, développer les expertises de leurs intervenants dans leur territoire" (Maroc)*

Les plateformes de la société civile encouragent les délégations de l'UE à renforcer leur collaboration avec elles :

→ *«Vous pourriez même co-organiser les consultations. En tant qu'UE, vous pourriez travailler avec un acteur local au niveau national pour mener ces consultations. Il s'agirait donc de dialoguer et de co-organiser les consultations avec les acteurs locaux.» (Ouganda)*

→ *«La délégation européenne, en partenariat avec nous, pourrait toucher beaucoup plus d'organisations, notamment en veillant à ce que les organisations locales prennent connaissance de Global Gateway, afin qu'elles puissent faire part de leurs points de vue [...] Je pense donc qu'elle pourrait également tirer parti des opportunités que la société civile ne cesse de créer. L'Argentine dispose d'une société civile très active» (Argentine)*

PETITES ÉTAPES POUR RENFORCER L'ENGAGEMENT SIGNIFICATIF

Les expériences recueillies dans le cadre de ce projet montrent que les organisations de la société civile locales accordent une grande importance à un engagement significatif avec les délégations de l'UE et que celui-ci joue un rôle clé dans l'établissement de partenariats solides.

Les recommandations présentées dans cette section s'inspirent directement des expériences des OSC locales dans les pays partenaires en matière de consultations avec les délégations de l'UE. Elles couvrent l'ensemble du cycle de consultation (avant, pendant et après) et reflètent les quatre domaines explorés à travers ce projet: la co-crédation, le partage d'informations, l'inclusion et la diversité, et le retour d'information.

La liste qui en résulte présente des bonnes pratiques et des recommandations concrètes et applicables visant à soutenir et à renforcer le dialogue continu entre les OSC et l'UE, à Bruxelles comme dans les délégations.

Nous reconnaissons que les contextes nationaux diffèrent considérablement et que toutes les recommandations ne seront pas applicables dans chaque situation. Plutôt qu'une approche uniforme, ce court document se veut un outil pratique d'inspiration:

→ **pour les OSC locales**, afin d'ouvrir un dialogue avec la délégation de l'UE dans leur pays sur l'engagement significatif

→ **pour le personnel des délégations de l'UE**, afin d'identifier des petits pas qui peuvent faire une réelle différence.

Avant la consultation

- ☐ Partager le calendrier du processus de consultation, avec un objectif clairement défini, afin de permettre aux participant-e-s de s'organiser et de se mobiliser.
- ☐ Contacter les plateformes nationales d'OSC afin de solliciter leur soutien, par exemple pour identifier les OSC pertinentes.
- ☐ Consulter la société civile afin d'identifier et de réfléchir aux moyens de surmonter les obstacles à l'accessibilité.
- ☐ Prévoir un budget pour l'interprétation, les frais de déplacement (transport, hébergement) et d'autres mesures d'accessibilité.



- ☐ Envisager d'organiser des consultations avec différents groupes d'OSC et communiquer de manière transparente sur ces différentes opportunités afin de donner à la société civile une vision globale du processus.
- ☐ Créer une base de données ou une cartographie de la société civile afin d'aller au-delà des acteurs habituellement sollicités.
- ☐ Inclure dans l'invitation : le programme, des informations de contexte, les documents préparatoires, ainsi que les objectifs et résultats attendus de la session.
- ☐ Envoyer les informations suffisamment à l'avance pour permettre aux participant·e·s de préparer leur participation, leurs contributions et leurs questions.
- ☐ Partager des ressources et organiser des sessions d'information sur des sujets complexes (notamment sur Global Gateway et les initiatives Team Europe), en particulier avant les consultations.
- ☐ Partager des ressources et organiser des sessions d'information sur des sujets complexes (notamment sur Global Gateway et les initiatives Team Europe), en particulier avant les consultations.

Pendant la consultation

- ☐ Considérer les acteurs, partenaires et communautés locales et nationales comme des sources de connaissances et d'expertise.
- ☐ Envisager des « approches et espaces de type atelier qui favorisent réellement la création collective » (Costa Rica), comme des groupes de travail ou des discussions sur des sujets encore plus ciblés.
- ☐ Prévoir plusieurs formats permettant aux OSC de partager leurs contributions, et en combiner plusieurs dans le cadre d'un même processus : entretiens, enquêtes, réunions en présentiel et/ou en ligne, contributions écrites.
- ☐ Informer les participant·e·s des mesures de confidentialité et de sécurité mises en place.
- ☐ Éviter, dans la mesure du possible, le jargon institutionnel de l'UE.
- ☐ Lorsque cela est pertinent, inviter des acteurs de Team Europe ou organiser des échanges multipartites.



Après la consultation

- ☐ Maintenir les sites internet à jour avec des informations complètes.
 - ☐ Créer des canaux de communication structurels et systématiques (par exemple un système d'alerte ou une liste de diffusion par domaine d'intervention).
 - ☐ Fournir des échéances claires afin que les participant-e-s puissent suivre le processus après la consultation.
 - ☐ Partager une communication de suivi après la consultation. Celle-ci pourrait inclure : une compilation de toutes les idées partagées (par exemple des comptes rendus ou résumés des discussions), les principales conclusions et priorités identifiées, une explication de ce qui sera ou ne sera pas pris en compte, ainsi que les prochaines étapes.
 - ☐ Réfléchir au format le plus approprié pour partager les retours d'information (réunions en présentiel, rapports, résumés/synthèses/briefs, courriels).
 - ☐ Informer les participant-e-s une fois les résultats finaux publiés afin qu'ils puissent voir l'impact de leur participation (par exemple via la création de listes de diffusion regroupant les participant-e-s à la consultation).
 - ☐ Partager avec la société civile les résultats des dialogues politiques menés avec les gouvernements des pays partenaires, y compris la manière dont ils ont réagi à leurs contributions.
 - ☐ Veiller à ce que l'engagement avec la société civile soit un dialogue continu, soutenu par des mécanismes de retour d'information, afin de construire des partenariats significatifs et durables à long terme.
-

NOS MEMBRES





CENCORD

COLLECTIVE POWER. EUROPEAN ACTION. GLOBAL EQUALITY.